Tanzanie : Le chef de l'opposition dénonce des "irrégularités de grande ampleur"

@rib News, 28/10/2020 – Source AFP Des "irrégularités de grande ampleur" menacent "l'intégrité du scrutin" en mercredi en Tanzanie, a dénoncé mercredi Tundu Lissu, principal adversaire du président tanzanien sortant John Magufuli à la présidentielle.

"Des informations concernant le vote font état d'irrégularités de grande ampleur", affirme M. Lissu sur son compte Twitter, citant le refus de laisser des observateurs entrer dans les bureaux de vote et la découverte d'urnes remplies, notamment à Dar es Salaam. "Si cela continue, une action démocratique de masse sera la seule option pour protéger l'intégrité de l'élection", prévient M. Lissu. Plus de 29 millions d'électeurs inscrits en Tanzanie continentale et 556.000 sur l'archipel semi-autonome de Zanzibar, qui constituent ensemble la République unie de Tanzanie (environ 58 millions d'habitants), élisent mercredi leur président et leurs députés. L'opposition et plusieurs observateurs s'inquiètent de ce que le scrutin ne soit pas équitable, soulignant le fait que plusieurs membres de la commission électorale ont été nommés par le chef de l'Etat lui-même. Surnommé le "bulldozer" (tingatinga en kiswahili), M. Magufuli, 60 ans, issu comme tous ses prédécesseurs, du parti CCM au pouvoir depuis l'indépendance du pays, brigue un second mandat à la tête de la Tanzanie. Son premier mandat a été marqué par un recul très net des libertés individuelles et des droits humains dans le pays, selon de nombreuses organisations de droits de l'Homme. Le scrutin présidentiel, où 15 candidats, devrait se résumer à un duel avec M. Lissu, avocat de 52 ans, récemment rentré en Tanzanie, après avoir échappé en 2017 à une tentative d'assassinat - politique selon lui - qui a nécessité trois ans de soins et de convalescence à l'étranger. Sur l'archipel semi-autonome de Zanzibar, règnent toujours de violences électorales et où les électeurs votent non seulement pour le scrutin national mais également pour désigner le président et les parlementaires de l'archipel, la situation s'est nettement tendue mardi. Le candidat de l'opposition à la présidence de l'archipel Seif Sharif Hamad a accusé les forces de sécurité d'y avoir tué 10 personnes, ce que la police dément.